

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

F. 2003 — 1423

[2003/03166]

9 MARS 2003. — Loi spéciale modifiant la loi spéciale  
du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi spéciale règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup> de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> des articles du titre II « Des Belges et de leurs droits », et des articles 170, 172 et 191 de la Constitution. »

**Art. 3.** A l'article 4 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le 2<sup>o</sup> est supprimé et le 3<sup>o</sup> devient le 2<sup>o</sup>;

b) l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Un nouveau délai de six mois est ouvert pour l'introduction d'un recours en annulation d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution par le Conseil des Ministres, par le Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région, par les présidents des assemblées législatives à la demande de deux tiers de leurs membres ou par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, lorsque la Cour, statuant sur une question préjudicielle, a déclaré que cette loi, ce décret ou cette règle visée à l'article 134 de la Constitution viole une des règles ou un des articles de la Constitution visés à l'article 1<sup>er</sup>. Le délai prend cours, respectivement, à la date de la notification de l'arrêt rendu par la Cour, selon le cas, au Premier Ministre et aux présidents des Gouvernements et aux président des assemblées législatives, ou à la date de la publication de l'arrêt au *Moniteur belge*. »

**Art. 4.** A l'article 7, alinéa 3, de la même loi, les mots « selon le cas, de la publication de ses statuts aux annexes du *Moniteur belge*, ou de la décision d'intenter ou de poursuivre le recours ou d'intervenir » sont remplacés par les mots « de la décision d'intenter ou de poursuivre le recours ou d'intervenir et, lorsque ses statuts doivent faire l'objet d'une publication aux annexes du *Moniteur belge*, une copie de cette publication ».

**Art. 5.** A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) la phrase liminaire est remplacée par la disposition suivante : « Sans préjudice de l'article 16<sup>ter</sup> de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et du l'article 5<sup>ter</sup> de loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la suspension ne peut être décidée que : »;

b) au 2<sup>o</sup>, les mots « ou similaire » sont insérés entre le mot « identique » et les mots « à une norme ».

**Art. 6.** L'article 21 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'article 3, les demandes de suspension ne sont recevables que si elles sont introduites dans un délai de trois mois suivant la publication de la loi, du décret ou de la règle visée à l'article 134 de la Constitution. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

N. 2003 — 1423

[2003/03166]

9 MAART 2003. — Bijzondere wet tot wijziging  
van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze bijzondere wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof wordt het 2<sup>o</sup> vervangen door de volgende bepaling :

« 2<sup>o</sup> de artikelen van titel II « De Belgen en hun rechten », en de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet. ».

**Art. 3.** In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het 2<sup>o</sup> wordt opgeheven en het 3<sup>o</sup> wordt vernummerd tot het 2<sup>o</sup>;

b) het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de Ministerraad, voor de Regering van een Gemeenschap of van een Gewest, voor de voorzitters van de wetgevende vergaderingen op verzoek van twee derde van hun leden of voor iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die doet blijken van een belang staat een nieuwe termijn van zes maanden open voor het instellen van een beroep tot vernietiging tegen een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel, wanneer het Hof, uitspraak doende op een prejudiciële vraag, verklaard heeft dat die wet, dat decreet of die artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel een van de in artikel 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet schendt. De termijn gaat respectievelijk in op de datum van de kennisgeving van het door het Hof gewezen arrest aan, al naar het geval, de Eerste Minister en de voorzitters van de Regeringen en aan de voorzitters van de wetgevende vergaderingen, of op de datum van de bekendmaking van het arrest in het *Belgisch Staatsblad*. »

**Art. 4.** In artikel 7, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden « , al naar het geval, van de publikatie van haar statuten in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* of van de beslissing om het beroep in te stellen dan wel voort te zetten of om in het geding tussen te komen » vervangen door de woorden « van de beslissing om het beroep in te stellen of voort te zetten of om tussen te komen en, wanneer haar statuten moeten worden bekendgemaakt in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad*, een kopie van die bekendmaking ».

**Art. 5.** In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de inleidende zin wordt vervangen als volgt : « Onverminderd artikel 16<sup>ter</sup> van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en artikel 5<sup>ter</sup> van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brussels instellingen, kan slechts tot schorsing worden besloten : »;

b) in het 2<sup>o</sup> worden de woorden « of gelijkaardig aan » ingevoegd tussen de woorden « identiek is met » en de woorden « een reeds ».

**Art. 6.** Artikel 21 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van artikel 3, zijn de verzoekschriften tot schorsing slechts ontvankelijk wanneer zij worden ingediend binnen een termijn van drie maanden na de bekendmaking van de wet, het decreet of de in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel. »

**Art. 7.** A l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots « La demande » sont remplacés par les mots « Sans préjudice de l'article 16<sup>ter</sup> de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 5<sup>ter</sup> de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la demande visée à l'article 20, 1<sup>o</sup>, ».

**Art. 8.** A l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots « dans son intégralité ou par extrait » sont insérés entre les mots « *Moniteur belge* » et les mots « dans les cinq jours du prononcé ».

**Art. 9.** A l'article 26 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1<sup>er</sup>, le 3<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup> la violation par une loi, un décret ou une règle visée à l'article 134 de la Constitution, des articles du titre II « Des Belges et de leurs droits », et des articles 170, 172 et 191 de la Constitution. »;

b) il est inséré un § 1<sup>er bis</sup>, rédigé comme suit :

« § 1<sup>er bis</sup>. Sont exclus du champ d'application de cet article les lois, les décrets et les règles visées à l'article 134 de la Constitution par lesquels un traité constituant de l'Union européenne ou la Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ou un Protocole additionnel à cette convention reçoit l'assentiment. »;

c) le § 2 est remplacé par ce qui suit :

§ 2. Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction, celle-ci doit demander à la Cour d'arbitrage de statuer sur cette question.

Toutefois, la juridiction n'y est pas tenue :

1<sup>o</sup> lorsque l'affaire ne peut être examinée par ladite juridiction pour des motifs d'incompétence ou de non-recevabilité, sauf si ces motifs sont tirés de normes faisant elles-mêmes l'objet de la demande de question préjudicielle;

2<sup>o</sup> lorsque la Cour d'arbitrage a déjà statué sur une question ou un recours ayant un objet identique.

La juridiction, dont la décision est susceptible, selon le cas, d'appel, d'opposition, de pourvoi en cassation ou de recours en annulation au Conseil d'Etat, n'y est pas tenue non plus si la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 de la Constitution ne viole manifestement pas une règle ou un article de la Constitution visés au § 1<sup>er</sup> ou lorsque la juridiction estime que la réponse à la question préjudicielle n'est pas indispensable pour rendre sa décision. »;

d) l'article est complété par un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Sauf s'il existe un doute sérieux quant à la compatibilité d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 134 de la Constitution avec une des règles ou un des articles de la Constitution visés au § 1<sup>er</sup> et qu'il n'y a pas de demande ou de recours ayant le même objet qui soit pendant devant la Cour, une juridiction n'est pas tenue de poser une question préjudicielle ni lorsque la demande est urgente et que le prononcé au sujet de cette demande n'a qu'un caractère provisoire, ni au cours d'une procédure d'appréciation du maintien de la détention préventive. »

**Art. 10.** Il est inséré dans le titre I<sup>er</sup> de la même loi un chapitre III « Dispositions communes », comprenant l'article 124<sup>bis</sup>, qui devient l'article 30<sup>bis</sup> et auquel sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « du 16 janvier 1989 » sont insérés entre les mots « la loi spéciale » et les mots « sur le financement des Communautés et Régions »;

b) les mots « articles 59<sup>bis</sup>, 59<sup>ter</sup>, 107<sup>quater</sup>, 108<sup>ter</sup> et 115 de la Constitution » sont remplacés par les mots « articles 39, 127, § 1<sup>er</sup>, 128, § 1<sup>er</sup>, 129, § 1<sup>er</sup>, 130, § 1<sup>er</sup>, 135, 136, 137, 140, 166, 175, 176 et 177 de la Constitution ».

**Art. 7.** In artikel 22, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « De vordering bevat » vervangen door de woorden « Onverminderd het bepaalde in artikel 16<sup>ter</sup> van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en in artikel 5<sup>ter</sup> van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, bevat de vordering bedoeld in artikel 20, 1<sup>o</sup>, ».

**Art. 8.** In artikel 24, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « in zijn geheel of bij uittreksel » ingevoegd tussen de woorden « vijf dagen na de uitspraak » en de woorden « in het *Belgisch Staatsblad* ».

**Art. 9.** In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 wordt het 3<sup>o</sup> vervangen als volgt :

« 3<sup>o</sup> de schending door een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel van de artikelen van titel II « De Belgen en hun rechten », en de artikelen 170, 172 en 191 van de Grondwet, »;

b) er wordt een § 1<sup>bis</sup> ingevoegd, luidende :

« § 1<sup>bis</sup>. Van het toepassingsgebied van dit artikel worden uitgesloten de wetten, de decreten en de in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regels waardoor een constituerend verdrag betreffende de Europese Unie of het Verdrag van 4 november 1950 tot bescherming van de rechten van de men en de fundamentele vrijheden of een Aanvullend Protocol bij dit Verdrag instemming verkrijgt. »;

c) § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Indien een vraag te dien aanzien wordt opgeworpen voor een rechtscollege, dan moet dit college het Arbitragehof verzoeken op deze vraag uitspraak te doen.

Het rechtscollege is daartoe echter niet gehouden :

1<sup>o</sup> wanneer de zaak niet door het betrokken rechtscollege kan worden behandeld om redenen van onbevoegdheid of niet-ontvankelijkheid, tenzij wanneer die redenen ontleend zijn aan normen die zelf het onderwerp uitmaken van het verzoek tot het stellen van de prejudiciële vraag;

2<sup>o</sup> wanneer het Arbitragehof reeds uitspraak heeft gedaan op een vraag of een beroep met een identiek onderwerp.

Het rechtscollege waarvan de beslissing vatbaar is voor, al naar het geval, hoger beroep, verzet, voorziening in Cassatie of beroep tot vernietiging bij de Raad van State, is daartoe evenmin gehouden wanneer de wet, het decreet of de in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel een regel of een artikel van de Grondwet bedoeld in § 1 klaarblijkelijk niet schendt of wanneer het rechtscollege meent dat het antwoord op de prejudiciële vraag niet onontbeerlijk is om uitspraak te doen. »;

d) het artikel wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. Behalve wanneer ernstige twijfel bestaat over de verenigbaarheid van een wet, een decreet of een in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel met een van de in § 1 bedoelde regels of artikelen van de Grondwet en geen vraag of beroep met hetzelfde onderwerp bij het Hof aanhangig is, is een rechtscollege zowel in het geval de vordering spoedeisend is en de uitspraak over de vordering slechts een voorlopig karakter heeft, als in het geval het een procedure ter beoordeling van de handhaving van de voorlopige hechtenis betreft, er niet toe gehouden een prejudiciële vraag te stellen. »

**Art. 10.** In titel van dezelfde wet wordt een hoofdstuk III ingevoegd « Gemeenschappelijke bepalingen », bevattende artikel 124<sup>bis</sup> wordt onwaarin de volgende wijzigingen worden aangebracht :

a) de woorden « van 16 januari 1989 » worden ingevoegd tussen de woorden « de bijzondere wet » en de woorden « betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten »;

b) de woorden « artikelen 59<sup>bis</sup>, 59<sup>ter</sup>, 107<sup>quater</sup>, 108<sup>ter</sup> en 115 van de Grondwet » worden vervangen door de woorden « artikelen 39, 127, § 1, 128, § 1, 129, § 1, 130, § 1, 135, 136, 137, 140, 166, 175, 176 en 177 van de Grondwet ».

**Art. 11.** A l'article 34 de la même loi, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 2, alinéa 2, les mots « et un juge au moins doit satisfaire à la condition visée au d) » sont remplacés par les mots « un juge au moins doit satisfaire à la condition visée au c) et un juge au moins doit satisfaire à la condition visée au d) »;

b) l'article est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. La Cour est composée de juges de sexe différent. »

**Art. 12.** A l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le nombre « quatorze » est remplacé par le nombre « vingt-quatre ».

**Art. 13.** A l'article 63, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mots « de la demande » sont remplacés par les mots « de l'acte qui saisit la Cour ».

**Art. 14.** L'article 65 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 65. — Les arrêts de la Cour sont rédigés et prononcés en français et en néerlandais. Ils sont publiés au *Moniteur belge* de la manière déterminée à l'article 114, avec une traduction en allemand.

Les arrêts sont prononcés en néerlandais et en français par les présidents.

Ils sont également prononcés et publiés en allemand lorsqu'il s'agit d'arrêts rendus sur recours en annulation ou lorsque l'affaire a été introduite en allemand. »

**Art. 15.** A l'article 70 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « ou non fondé, ou que la Cour d'arbitrage » sont remplacés par les mots « ou non fondé, que la Cour d'arbitrage »;

b) l'article est complété par les mots « ou qu'il semble que l'on peut mettre fin à l'affaire par un arrêt de réponse immédiate ».

**Art. 16.** A l'article 71, deuxième alinéa, de la même loi, dans la deuxième phrase, le mot « francs » est supprimé.

**Art. 17.** L'article 72 de la même loi est remplacé comme suit :

« Art. 72. — Si les rapporteurs jugent que le recours en annulation est manifestement non fondé, que l'on doit manifestement répondre par la négative à la question préjudicielle ou que, de par la nature de l'affaire ou de par la simplicité relative des problèmes qui y sont soulevés, on peut y mettre fin par un arrêt de réponse immédiate, ils font rapport à ce sujet à la Cour dans un délai de trente jours au maximum, après réception de la requête ou de la décision de renvoi; si la règle contestée fait également l'objet d'une demande en suspension, ce délai est réduit à dix jours au maximum.

Les conclusions des rapporteurs sont notifiées aux parties par le greffier dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Si les conclusions des rapporteurs proposent de constater une violation des règles mentionnées aux articles 1<sup>er</sup> et 26, elles sont notifiées, de même que le recours en annulation ou la décision contenant la question préjudicielle, aux parties mentionnées à l'article 76. Les parties disposent de quinze jours à compter de la réception de la notification, pour introduire un mémoire justificatif.

La Cour peut alors décider de mettre fin à l'examen de l'affaire, sans autre acte de procédure, par un arrêt de réponse immédiate dans lequel, selon le cas, le recours est déclaré non fondé ou la question reçoit une réponse négative.

Si la proposition de prononcer un arrêt déclarant l'affaire non fondée ou un arrêt de réponse immédiate n'est pas retenue, la Cour le constate par ordonnance. »

**Art. 11.** In artikel 34 van dezelfde wet, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, tweede lid, worden de woorden « en ten minste één rechter voldoen aan de voorwaarde bedoeld onder d) » vervangen door de woorden « ten minste één rechter voldoen aan de voorwaarde bedoeld onder c) en ten minste één rechter voldoen aan voorwaarde bedoeld onder d) »;

b) het artikel wordt aangevuld met een § 5, luidende :

« § 5. Het Hof is samengesteld uit rechters van verschillend geslacht. »

**Art. 12.** In artikel 35, eerste lid, van dezelfde wet wordt het getal « veertien » vervangen door het getal « vierentwintig ».

**Art. 13.** In artikel 63, § 1, van dezelfde wet worden de woorden « van de aanvraag » vervangen door de woorden « van de akte waardoor de zaak bij het Hof aanhangig wordt gemaakt ».

**Art. 14.** Artikel 65 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 65. — De arresten van het Hof worden in het Nederlands en in het Frans gesteld en uitgesproken. Zij worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt op de wijze bepaald in artikel 114, met een vertaling in het Duits.

De arresten worden in het Nederlands en in het Frans uitgesproken door de voorzitters.

Zij worden tevens in het Duits uitgesproken en bekendgemaakt wanneer het gaat om arresten gewezen op beroepen tot vernietiging of wanneer de zaak in het Duits aanhangig is gemaakt. »

**Art. 15.** In artikel 70 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « niet gegrond is, of dat het Arbitragehof » worden vervangen door de woorden « niet gegrond is, dat het Arbitragehof »;

b) het artikel wordt aangevuld met de woorden « of dat de zaak lijkt te kunnen worden afgedaan met een arrest van onmiddellijk antwoord ».

**Art. 16.** In artikel 71, tweede lid, tweede volzin, van dezelfde wet vervalt het woord « vrije ».

**Art. 17.** Artikel 72 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 72. — Indien de verslaggevers oordelen dat het beroep tot vernietiging klaarblijkelijk niet gegrond is, de prejudiciële vraag klaarblijkelijk negatief moet worden beantwoord of de zaak, wegens de aard ervan of de relatieve eenvoud van de erin opgeworpen problemen, kan worden afgedaan met een arrest van onmiddellijk antwoord, brengen zij hierover bij het Hof verslag uit binnen een termijn van maximum dertig dagen na ontvangst van het verzoekschrift of de verwijzingsbeslissing; indien de bestreden regel tevens het onderwerp is van een vordering tot schorsing, wordt deze termijn teruggebracht tot maximum tien dagen.

De conclusies van de verslaggevers worden door de griffier ter kennis gebracht van de partijen binnen de in het eerste lid bepaalde termijn. Indien in de conclusies van de verslaggevers wordt voorgesteld om een schending vast te stellen van de in de artikelen 1 en 26 vermelde regels, wordt daarvan, alsmede van het beroep tot vernietiging of de beslissing die de prejudiciële vraag bevat, kennisgegeven aan de in artikel 76 vermelde partijen. De partijen beschikken over vijftien dagen, te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving, om een memorie van verantwoording in te dienen.

Het Hof kan dan beslissen dat de zaak zonder verdere rechtspleging wordt afgedaan met een arrest van onmiddellijk antwoord of met een arrest waarin, naar gelang van het geval, het beroep niet gegrond wordt verklaard of de vraag negatief wordt beantwoord.

Wordt het voorstel om een arrest van niet-gegrondheid of een arrest van onmiddellijk antwoord uit te spreken niet gevolgd, dan stelt het Hof dit bij beschikking vast. »

**Art. 18.** A l'article 74 de la même loi, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 : « La requête en annulation peut être consultée au greffe de la Cour durant un délai de trente jours à dater de la publication visée à l'alinéa premier. »

**Art. 19.** A l'article 85 de la même loi, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 20.** L'article 89 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 89. — § 1<sup>er</sup>. Lorsque la Cour statue, à titre préjudiciel, sur les questions visées à l'article 26, le greffier transmet une copie des mémoires déposés aux autres parties ayant introduit une requête ou déposé un mémoire. Elles disposent alors de trente jours à dater du jour de la réception pour faire parvenir au greffe un mémoire en réponse. A l'expiration de ce délai, le greffier transmet aux autres parties ayant introduit une requête, une copie des mémoires de réponse déposés.

§ 2. Lorsque la Cour statue sur les recours en annulation visés à l'article 1<sup>er</sup>, le greffier transmet une copie des mémoires déposés, à l'expiration des délais prévus par les articles 85 et 87, à la partie requérante. Celle-ci dispose alors de trente jours à dater du jour de la réception pour faire parvenir au greffe du mémoire en réponse. A l'expiration de ce délai, le greffier transmet une copie du mémoire en réponse introduit par la partie requérante aux autres parties ayant déposé un mémoire. Celles-ci disposent alors de trente jours à dater du jour de la réception pour faire parvenir au greffe un mémoire en réplique. A l'expiration de ce délai, le greffier transmet à la partie requérante une copie des mémoires introduits. »

**Art. 21.** Un article 89 *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 89*bis*. — Les délais fixés aux articles 85, 87 et 89 peuvent être abrégés ou prorogés par ordonnance motivée du président.

Lorsqu'un délai fixé à l'article 87 est abrégé ou prorogé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le greffier en fait mention dans l'avis visé à l'article 74, alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 22.** L'article 90, alinéa 2, de la même loi est complété par les mots :

« et énonce les questions soulevées lors de la mise en état, auxquelles les parties seront invitées à répondre, soit par un mémoire complémentaire à introduire dans le délai fixé dans l'ordonnance, soit verbalement à l'audience ».

**Art. 23.** Un article 94*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le titre V, chapitre IV, de la même loi :

« Art. 94*bis*. — § 1<sup>er</sup>. Lorsque la Cour est saisie d'une question préjudicielle formée par le Conseil d'Etat en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>; VIII, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, le greffier notifie la décision de renvoi conformément à l'article 77.

§ 2. Dans les dix jours de la réception de la notification, le Conseil des Ministres, les Gouvernements, les présidents des assemblées législatives et les personnes destinataires de ces notifications peuvent adresser un mémoire à la Cour.

§ 3. A l'expiration du délai prévu au § 2, la Cour, les rapporteurs entendus, décide si l'affaire est ou non en état. L'ordonnance décidant que l'affaire est en état fixe le jour de l'audience. Elle est notifiée aux parties au moins trois jours avant la date de l'audience. Pendant le délai qui sépare la notification de l'ordonnance de fixation de l'audience, les parties peuvent consulter le dossier au greffe. »

**Art. 18.** In artikel 74 van dezelfde wet wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd : « Het verzoekschrift tot vernietiging kan worden geraadpleegd ter griffie van het Hof tijdens een termijn van dertig dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde bekendmaking. »

**Art. 19.** In artikel 85 van dezelfde wet wordt het derde lid opgeheven.

**Art. 20.** Artikel 89 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 89. — § 1. Wanneer het Hof, bij wijze van prejudiciële beslissing, uitspraak doet op vragen als bedoeld in artikel 26, zendt de griffier een afschrift van de ingediende memories aan de andere partijen die een verzoekschrift of een memorie hebben ingediend. Deze beschikken dan over dertig dagen vanaf de dag van ontvangst om aan de griffie een memorie van antwoord te doen geworden. Bij het verstrijken van die termijn zendt de griffier een afschrift van de ingediende memories van antwoord aan de andere partijen die een memorie hebben ingediend.

§ 2. Wanneer het Hof uitspraak doet op beroepen tot vernietiging als bedoeld in artikel 1, zendt de griffier, bij het verstrijken van de in de artikelen 85 en 87 bedoelde termijnen, een afschrift van de ingediende memories aan de verzoekende partij. Die beschikt dan over dertig dagen vanaf de dag van ontvangst om aan de griffie een memorie van antwoord te doen geworden. Bij het verstrijken van die termijn zendt de griffier een afschrift van de door de verzoekende partij ingediende memorie van antwoord aan de andere partijen die een memorie hebben ingediend. Die beschikken dan over dertig dagen vanaf de dag van ontvangst om aan de griffie een memorie van wederantwoord te doen geworden. Bij het verstrijken van die termijn zendt de griffier een afschrift van de ingediende memories aan de verzoekende partij. »

**Art. 21.** In dezelfde wet wordt een artikel 89*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 89*bis*. — De in de artikelen 85, 87 en 89 vastgestelde termijnen kunnen worden verkort of verlengd bij een met redenen omklede beschikking van de voorzitter.

Wanneer een in artikel 87 vastgestelde termijn, wordt verkort of verlengd overeenkomstig het eerste lid, maakt de griffier daarvan melding in het in artikel 74, eerste lid, bedoelde bericht. »

**Art. 22.** Artikel 90, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« en vermeldt de tijdens de ingereedheidbrenging opgeworpen vragen waarop de partijen verzocht worden te antwoorden, hetzij met een aanvullende memorie die binnen de in de beschikking vastgestelde termijn moet worden ingediend, hetzij mondeling op de terechtzitting ».

**Art. 23.** In dezelfde wet wordt in hoofdstuk IV van titel V een artikel 94*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 94*bis*. — § 1. Wanneer bij het Hof een prejudiciële vraag aanhangig wordt gemaakt die is gesteld door de Raad van State krachtens artikel 6, § 1, VIII, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, geeft de griffier kennis van de verwijzingsbeslissing overeenkomstig artikel 77.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van de kennisgeving kunnen de Ministerraad, de Regeringen, de voorzitters van de wetgevende vergaderingen en de adressaten van de kennisgevingen een memorie zenden aan het Hof.

§ 3. Bij het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn, beslist het Hof, na de verslaggevers te hebben gehoord, of de zaak al dan niet in gereedheid is. De beschikking waarbij wordt beslist dat de zaak in gereedheid is, bepaalt de rechtsdag van de terechtzitting. Daarvan wordt kennisgegeven aan de partijen ten minste drie dagen vóór de datum van de terechtzitting. Tijdens de termijn tussen de kennisgeving en de beschikking tot rechtsdagbepaling van de terechtzitting kunnen de partijen het dossier raadplegen op de griffie. »

**Art. 24.** A l'article 103 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Le rapport des rapporteurs est communiqué aux parties en cause en même temps que la notification de la date de l'audience. »

b) à l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots « ce délai » sont remplacés par les mots « le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 25.** A l'article 109 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) a l'alinéa premier, les mots « et de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 5<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » sont insérés entre les mots « de l'article 25 » et les mots « les arrêts »;

b) à l'alinéa premier, les mots « du jugement » sont remplacés par les mots « de la décision »;

c) à l'alinéa 2, les mots « un an » sont remplacés par les mots « six mois ».

**Art. 26.** L'article 114, premier alinéa, de la même loi est remplacé comme suit :

« Les arrêts, rendus sur recours en annulation et sur des questions préjudicielles, sont publiés dans leur intégralité ou par extraits dans le *Moniteur belge* par les soins du greffier. L'extrait comporte les considérants et le dispositif.

**Art. 27.** Aux articles 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7, 8, 10, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 26, 27 et 101, de la même loi, les mots « l'article 26bis, de la Constitution » sont remplacés par les mots « l'article 134 de la Constitution ».

**Art. 28.** L'article 124 de la même loi est abrogé.

**Art. 29.** La même loi est complétée par un article 128, libellé comme suit :

« Art. 128. — L'article 34, § 5, entre en vigueur au plus tard à partir de la troisième nomination qui suit l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 9 mars 2003 modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier ministre,  
G. VERHOFSTADT.

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires étrangères,  
L. MICHEL

Le Vice-premier Ministre et Ministre du Budget,  
de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,  
J. VANDE LANOTTE

—  
Note

(1) *Documents parlementaires* :

Sénat

Projet de loi spéciale, n° 50 - 897/1 — Amendements, n° 50 - 897/2 — Amendements, n° 50 - 897/3 — Amendements, n° 50 - 987/4 — Amendements, n° 50 - 987/5 — Rapport, n° 897/6 — Texte adopté par la commission, n° 50 - 897/7 — Amendements, n° 50 - 897/8.

Chambre de représentants

Projet transmis par le Sénat, n° 50 - 2099/1 — Amendements, n° 50 - 2099/2 — Rapport, n° 50 - 2099/3 — Texte adopté, n° 50 - 2099/4 — Texte coordonné, n° 50 - 2099/5.

**Art. 24.** In artikel 103 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Samen met de kennisgeving met de datum van de terechtzitting, wordt het verslag van de verslaggevers meegedeeld aan de desbetreffende partijen. »;

b) in het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt het woord « die » vervangen door de woorden « de in het eerste lid bepaalde ».

**Art. 25.** In artikel 109 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « en artikel 6, § 1, VIII, 5<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen » ingevoegd tussen de woorden « Onverminderd artikel 25 » en de woorden « worden de arresten »;

b) in het eerste lid worden de woorden « het verwijzingsvonnis » vervangen door de woorden « de verwijzingsbeslissing »;

c) in het tweede lid worden de woorden « een jaar » vervangen door de woorden « zes maanden ».

**Art. 26.** Artikel 114, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« De arresten, gewezen op beroepen tot vernietiging en op prejudiciële vragen, worden in hun geheel of bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door toedoen van de griffier. Het uittreksel bevat de overwegingen en het beschikkende gedeelte. »

**Art. 27.** In de artikelen 1, 3, 4, 7, 8, 10, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 26, 27 en 101 van dezelfde wet worden de woorden « artikel 26bis van de Grondwet » telkens vervangen door de woorden « artikel 134 van de Grondwet ».

**Art. 28.** Artikel 124 van dezelfde wet wordt opgeheven.

**Art. 29.** Dezelfde wet wordt aangevuld met een artikel 128, luidende :

« Art. 128. — Artikel 34, § 5, treedt in werking uiterlijk vanaf de derde benoeming volgend op de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 9 maart 2003 tot wijziging van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat ze met 's Lands zegel worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Buitenlandse Zaken,  
L. MICHEL

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,  
Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,  
J. VANDE LANOTTE

—  
Nota

(1) *Parlementaire stukken* :

Senaat

Ontwerp van bijzondere wet, nr 50 - 897/1 — Amendement, nr 50 - 897/2 — Amendement, nr 50 - 897/3 — Amendement, nr 50 - 897/4 — Amendement, nr 50 - 897/5 — Verslag, nr 50 - 897/6 — Tekst aangenomen door Commissie, nr 50 - 897/7 — Amendement, nr 50 - 897/8.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 50 - 2099/1 — Amendement, nr. 50 - 2099/2 — Verslag, nr. 50 - 2099/3 — Aangenomen tekst, nr. 50 - 2099/4 — Gecoördineerde tekst, nr. 50 - 2099/5.